

2^{ÈME} CONSEIL DE PROMOTION DES INSPECTEURS GÉNÉRALISTES

A l'heure où le pays connaît son plus grand mouvement social depuis une trentaine d'année, que les dirigeants de ce pays n'ont que le mépris en bouche et dérivent fortement vers un système autoritaire, la **CGT Finances Publiques** réaffirme son attachement au service public, revendique la retraite à 60 ans et condamne la politique de casse de nos acquis sociaux et du service public menée par le gouvernement.

Monsieur Ramir, vous allez nous dire que cela n'a aucun rapport avec ce conseil de promotion, que nous sommes hors sujet.

En êtes-vous si sûr ? Placer un conseil de promotion pendant un tel mouvement social et à 5 jours de nos examens pénalisant ainsi les représentantes et représentants des stagiaires n'est-ce pas là une magnifique preuve de mépris envers le dialogue social ? Refuser la neutralisation des instances demandé par les organisations est-il une preuve de dialogue social réussi ?

De plus placer ce conseil de promotion alors que le bloc n'est même pas terminé a-t-il un quelconque sens ? Peut-être voulez-vous provoquer notre manque de recul ?

Quelle sera la prochaine étape ? Faire voter les décisions du conseil de promotion par 49.3 ?

Ah pardon, nous réagissons comme si ce que nous allons vous dire dans ce conseil avait un quelconque poids dans les décisions de l'ENFIP.

Nous ne sommes pas dupes du poids de nos revendications.

Nous ne sommes pas dupes de ce simulacre de dialogue social !

Si nous en étions dupes nous pourrions vous dire que cette formation est définitivement trop courte pour le volume d'enseignement. Que les cours du bloc se caractérisent par un rythme infernal, ne permettant pas d'assimiler la quantité d'information nécessaire à la formation d'une inspectrice et d'un inspecteur des finances publiques digne de ce nom.

Envoyer des inspectrices et des inspecteurs fragilisés-es en service, comme vous l'avez vous-même assumé lors du premier conseil de promotion, ne semble pas vous alarmer.

La **CGT Finances Publiques** s'interroge sur l'objectif de la direction de l'ENFIP : fragiliser la formation pour mieux, à terme, la supprimer ?

La **CGT Finances Publiques** revendique encore, et toujours, une formation de qualité avec le temps nécessaire pour former des inspectrices et des inspecteurs compétent-e-s.

Si nous en étions dupes, nous pourrions vous dire que nous ne considérons pas les capsules comme la solution miracle que vous essayez de nous vendre afin d'aérer les emplois du temps.

Vous nous aviez dit que les collègues contrôleuses et contrôleurs trouvaient le système des capsules très satisfaisants... Mais avez-vous seulement assez de recul ?

La **CGT Finances Publiques** revendique encore, et toujours, une formation de qualité avec le temps nécessaire pour former des inspectrices et des inspecteurs compétent-e-s.

Si nous en étions dupes, nous pourrions vous dire que le soutien organisé pour les collègues le désirant a été si mal organisé et empreint de disparités entre les blocs que, d'une bonne idée, nous sommes passés à un dispositif profondément inégalitaire.

La **CGT Finances Publiques** revendique encore, et toujours, une formation de qualité avec le temps nécessaire pour former des inspectrices et des inspecteurs compétent-e-s.

Si nous en étions dupes, nous pourrions vous dire que les entretiens pour les postes au choix sont organisés dans un flou artistique magistral, que des collègues doivent tricher pour pouvoir avoir des autorisations d'absence pour préparer et passer un entretien.

La **CGT Finances Publiques** revendique une transparence sur les mouvements de mutations et des autorisations d'absences systématiquement accordées pour les entretiens.

Si nous en étions dupes, nous pourrions penser que vous savez mettre en application les engagements ministériels sur l'égalité femmes-hommes dans la conciliation entre scolarité et parentalité.

Votre façon de gérer les scolarités de nos collègues enceintes a la force de combiner la destruction de leurs carrières et le gaspillage de fonds publics. En effet, il a été jugé préférable de reporter potentiellement des scolarités au 1^{er} septembre 2024 plutôt que d'adapter les passages des oraux ou le mode d'évaluation. Le manque de flexibilité sur les rendez-vous médicaux nous a permis d'apprendre que des responsables RH sont plus compétents que des médecins et que l'assiduité vaut plus que la santé d'une femme enceinte et d'un enfant à naître.

La gestion des scolarités des grossesses par la DGDDI, où des épreuves orales et épreuves de tir sont organisées dans la direction d'affectation des douaniers stagiaires, montre que la souplesse permet d'évaluer la formation sans mettre en danger la vie de la mère et de l'enfant.

Le non-argument de la rupture d'égalité ne suit pas la jurisprudence administrative qui admet des traitements différents d'individus placés dans des situations différentes.

La **CGT Finances Publiques** condamne une gestion des grossesses inhumaine, inopportune et irresponsable.

La **CGT Finances Publiques** revendique une adaptation des scolarités des collègues enceintes permettant de réaliser les évaluations sereinement, selon un mode opportun permettant de préserver la santé des collègues et le déroulé de leurs carrières.

Si nous en étions dupes, nous pourrions vous demander pourquoi vous ne permettez pas aux formateurs de pleinement s'appropriier leurs matières. Au vu de la confiance que vous témoignez à vos propres agents, nous ne sommes pas étonnés du peu de cas que vous faites des agents que vous avez pour mission de former.

La **CGT Finances Publiques** revendique encore, et toujours, une formation de qualité, à jour et professionnalisante, avec le temps nécessaire pour former des inspectrices et des inspecteurs compétent-e-s.

Comme nous l'a appris ce cours sur l'acceptation du changement et du deuil, nous avons fini par accepter que l'exercice auquel nous sommes appelés à nous prêter aujourd'hui ne servirait à rien.

Mais nous sommes là devant vous malgré votre mépris : votre mépris de la neutralisation du dialogue social, votre mépris de la parole des stagiaires et votre mépris de la situation du pays. En siégeant devant vous, nous tenons à vous faire entendre la colère légitime des inspectrices et des inspecteurs stagiaires.

